

700 Gilets Jaunes gauchos étaient réunis à Saint- Nazaire, 7 portraits téléphonés sur Mediapart

écrit par Christine Tasin | 7 avril 2019



Pierre Nwack © Pierre-Yves Bulteau

Illustration, 5 des 7 personnes interviewées par Pierre-Yves Bulteau ont accepté apparemment d'être photographiées

Pour télécharger l'ensemble de l'article en PDF, c'est ici ; [article_801195](#)

Extraits en italique, commentaires au milieu des citations.

A l'AG des gilets jaunes: «Nous sommes à Saint-Nazaire pour construire un monde meilleur»

AG des Gilets jaunes... Quelle ambition ! Quel orgueil ! AG des gilets jaunes gauchiasses, oui, mais pas des Gilets jaunes....

700 « gilets jaunes » venus participer, en « intelligence collective », à la deuxième assemblée des assemblées de Saint-Nazaire.

Intelligence collective.. ça c'est signé. Collectifs, réunionnites, enculages de mouche.

Suit une liste d'interviewés... Des tranches de vie, des gens attachants, d'autres exaspérants.

Et un choix qui pue le politiquement correct, un homme de couleur, 3 femmes dont une handicapée, 2 hommes français d'origine, 1 autre, plus jeune, que l'on voit de dos et dont on n'est pas sûr qu'il ne soit pas de couleur, un chef d'entreprise, un chômeur, une agricultrice bio, un ouvrier....

Et cela commence, comme par hasard, par 3 personnes en difficulté.

Je ne voudrais pas être méchante et encore moins méprisante pour les personnes qui ont témoigné, je critique le choix de l'auteur de l'article et des interviews, qui met en premier dans ses interviews les plus en difficulté, histoire de faire pleurer dans les chaumières.

Il y a aussi, forcément, hélas, chez les GJ, des chômeurs, des handicapés, des accidentés... comme dans toute la société, mais ce sont ceux-là que Médiapart met en avant. Pour faire pleurer dans les chaumières ? Il y a pourtant énormément de GJ en activité, avec un boulot, qui viennent avant ou après le boulot sur les ronds-points ; il y a énormément aussi de GJ retraités. Et 3 de suite, au début de l'article...

Et, comme par hasard, le premier GJ interviewé est un Camerounais naturalisé... Le mieux à même de représenter les GJ, vraiment ? Et en premier, vraiment ?

Pierre Nwack, 45 ans, employé dans le secteur du bricolage au chômage (rond-pont de Villabé – 91)



Pierre Nwack © Pierre-Yves Bulteau

« Je suis arrivé en France comme un jeune homme de 25 ans qui épouse une nouvelle nation. Quitter le Cameroun a été un véritable déchirement. Voir ce qu'est devenu le pays qui m'a accueilli, une vraie douleur. Si, aujourd'hui, j'ai un combat à mener, c'est bien celui d'une France meilleure. »

Pourquoi a-t-il quitté le Cameroun ?

Depuis que je suis arrivé en 1998, j'ai l'habitude de me battre. Depuis vingt ans, ma vie, ici, n'est faite que de luttes. Après avoir obtenu mes papiers, j'ai dû chercher du travail, un logement. À 45 ans, je suis au chômage et je vis avec ma famille dans un logement insalubre. Alors même qu'une décision de justice me donne raison contre mon bailleur, il ne veut rien entendre. Exactement comme le gouvernement avec nos revendications.

J'ai dû chercher un travail, un logement. La vie de tous les Français, non ? Pourquoi parler de lutte ? Parce que, pour lui, parce que Camerounais on aurait dû tout lui apporter sur un plateau ? Dans un logement insalubre ? Il y en a beaucoup en France. Ils font comment, les autres ? Ils cherchent un

autre logement, ils bossent, ils sont prêts à tout faire pour sortir leur famille de la dèche.

[...]

De la première heure, jusqu'à la dernière, je ne lâcherai pas. J'ai même averti ma femme et mes trois enfants que s'il le fallait "Papa n'aurait pas peur d'aller en prison". Il faut que Macron et son gouvernement le comprennent. Nous ne lâcherons rien. Ce week-end, nous sommes tous réunis à Saint-Nazaire pour construire un monde meilleur. Sans eux. »

Adeline, 29 ans, comptable dans le privé (rond- point de l'Aire-Bleue, Saint-Nazaire – 44)

« La lutte m'a apporté des amis, des vrais, pas des gens qui me parlent juste pour se moquer de moi. Je suis handicapée et, avant les ronds-points, c'était soit l'indifférence soit les moqueries. J'avais vraiment l'impression d'être différente, de ne pas avoir le droit à la même vie que les autres. C'est d'ailleurs pour ça que j'ai quitté mon environnement familial. Un jour, je me suis dit : « Adeline, elle se casse ! » J'ai quitté Rennes pour atterrir à Saint-Nazaire, comme j'aurais pu m'installer n'importe où ailleurs.

Et je peux vous dire que je ne le regrette pas. Surtout depuis le 17 novembre. Croyez-moi ou non mais, depuis l'occupation des ronds-points, je rigole tous les jours. Alors que mon quotidien est fait de séances de kiné, les actions, les discussions, l'accueil humain, tout ça me fait oublier qu'aujourd'hui, dans notre pays, être handicapé, c'est survivre avec une allocation qui frôle les 800 euros par mois, c'est être confronté quotidiennement à la question des soins de santé très mal remboursés. Avec l'AH, je vis sous le seuil de pauvreté mais je suis encore trop riche pour pouvoir bénéficier de remboursements à la hauteur de mes soins.

Résultat, alors que j'aurais besoin de séances hebdomadaires, je me prive. Et c'est la même chose avec mes oreilles. À

l'heure actuelle, je devrais être équipée d'un appareil auditif. Un investissement à 1 500 euros. Autant vous dire que... je ne me laisse pas abattre. Parce qu'avec les copains du rond-point de l'Aire-Bleue, on se soutient, on se comprend mais on ne se juge pas.

[...]

L'opposant aux GJ retiendra de son témoignage, non pas que les handicapés survivent avec des allocations minimalistes, ce qui est vrai, mais que les ronds-points servent de psy, et qu'on y rigole.

Dire qu'avant, on se moquait d'elle, ça sonne faux. Je ne crois pas qu'en France les handicapés soient moqués sauf à vivre dans un milieu plein de petites racailles haineuses se plaisant à taper sur les faibles.

Angélique, 47 ans, traiteur, accidentée du travail (Toul – 54)



Angélique © Pierre-Yves Bulteau

« Pourquoi je suis ici ? Pour l'avenir de mes enfants, parce que j'ai promis à mes parents, qui ont trimé toute leur vie, de ne rien lâcher ; pour moi et mes amis. Aussi parce que j'étais déjà présente à Commercy et que ce qu'on y a vécu était tellement enrichissant que je n'ai pas hésité, un seul instant, à descendre jusqu'à Saint-Nazaire.

Il faut bien comprendre que rien n'arrêtera notre envie

d'avancer. Surtout pas les mesurettees annoncées par Macron. Mes deux filles sont aides-soignantes, à 1 200 euros par mois. Après le discours du 10 décembre sur la revalorisation de la prime d'activité, l'une d'elles a touché 83 euros mais s'est vu amputer de 102 euros sur ses APL. Au bout du compte, les pseudo avancées de Macron, c'est moins 39 euros net de pouvoir d'achat pour ma fille...

[...]

Personnellement, je pense que l'on doit en revenir aux premières revendications sur le pouvoir d'achat, ne pas s'éparpiller sur ces questions de démocratie directe. En s'éparpillant, on s'épuise et on laisse la main au gouvernement. Il nous répond : "Vous ne savez pas ce que vous voulez." Le pire, c'est qu'il a raison de nous dire ça. Je ne voudrais pas que ce flottement détruise tout ce que nous avons déjà bâti, gagné.

Angélique a un vrai et beau discours de GJ, et une justesse des revendications. Son discours est cohérent, les exemples qu'elle cite sont limpides. Mais pourquoi donc la présentéee comme "accidentée du travail", même si c'est vrai, ce n'est pas un métier !

Pierre, la vingtaine, étudiant en philosophie (Paris et sa banlieue)



Pierre © Pierre-Yves Bulteau

« Venir ici, ce week-end, c'était venir prendre la température d'un mouvement qu'on dit "hors norme", c'était venir mesurer l'accueil des gilets jaunes, c'était venir vérifier qu'y seront bien débattues les questions de justice sociale et d'égalité des citoyens. Je suis ici

depuis hier soir et je coche les trois cases.

Bon, là c'est simple. Gauchiste qui a complètement piétiné les revendications des GJ, moins de taxes sur l'essence, moins d'impôts, et qui milite politiquement "justice sociale", "égalité des citoyens". Un mélenchoniste ou un NPA ?

Je suis entré dans ce mouvement par la porte du logement. Je suis gilet jaune et militant à Droit au logement (DAL). Une évidence quand, comme moi, on vit en région parisienne et qu'on est confronté à une crise sans précédent. En France et plus encore à Paris et sa banlieue, le loyer est la première dépense des ménages. Et de loin. À l'heure où la trêve hivernale a été levée, ce n'est pas un hasard si l'acte XX portait sur cet enjeu.

Et voilà, un militant du DAL (Droit au logement) ces gens qui aident des squatteurs, en général vivant de la charité publique à s'installer dans des maisons vides à l'aide de quelques artifices... Du beau monde !

Qu'est-il venu faire à Saint-Nazaire ? Enseigner aux autres GJ comment empêcher les expulsions ! Bref, un profiteur type du mouvement des GJ désireux d'instaurer en France la loi des racailles, la loi des branleurs prêts à voler aux propriétaires leurs biens pour les mettre gracieusement à la disposition des fumeurs de moquette :

Depuis cet après-midi, je participe à l'atelier "actions", pour apprendre et partager avec les délégations venues de la France entière. Leur apporter ce que j'ai pu expérimenter avec le DAL. C'est clair qu'il y a des choses à inventer lors de cette deuxième "AG des AG". Mais il ne faudrait pas oublier qu'il existe déjà des possibilités de s'opposer à l'inaction des pouvoirs publics.

En matière de lutte contre le mal-logement, par exemple, il existe trois modes d'action : obliger les communes à prendre des arrêtés municipaux anti-expulsion et anti-coupure d'eau et d'électricité ; le recours aux piquets anti-expulsion, ces rassemblements devant les domiciles concernés qui doivent mettre la pression aux autorités. Sans oublier la réquisition de logements vides pour les convertir en logements sociaux. C'est d'ailleurs ce qui s'est passé, ici, depuis décembre. Quel plus beau symbole que de voir l'ancienne agence Assedic de Saint-Nazaire être transformée en Maison du peuple. Par ou pour le peuple !»

Et ça se prétend Gilet Jaune !

Guillaume, 35 ans, chef d'entreprise dans le BTP (Langon – 33)

« Je n'aime pas le mot "militant". Ce qui se passe ce week-end à Saint-Nazaire, et depuis près de cinq mois partout en France, porte un nom : l'insurrection. C'est un devoir du peuple de se lever quand le gouvernement viole ses droits. Ce devoir de résistance face à l'oppression, contre un gouvernement tyrannique, fait partie de la Déclaration des

droits de l'homme et du citoyen. Je vous dis ça mais, en fait, comme tout le monde, ça m'a carrément pété à la gueule.

Jamais, je n'aurais imaginé me retrouver là. Je suis marié, père de famille, patron d'une petite boîte de BTP. J'ai cinq employés et je n'ai jamais eu d'engagement avant. C'est quand ma fille de 3 ans a fait sa rentrée dans une classe de 31 élèves que je me suis dit que ça n'allait pas. Cumulé à tous les autres, ce dysfonctionnement des services publics a commencé à m'alerter.

Bien sûr que je suis content de payer des impôts mais, plus ma feuille s'alourdit moins, en retour, les services sont efficaces. Du coup, le 18 novembre, je suis sorti pour voir. Je ne m'attendais pas à vivre ce que j'ai vécu. Pendant la première semaine, près de 5 000 personnes ont bloqué les cinq ronds-points de la ville. Le péage de Langon a été fermé pendant une semaine. Au lieu de râler, je suis sorti, je me suis mis à discuter, à écouter et j'ai fini par comprendre que le système dans lequel nous vivions était à bout.

Sans exagérer, ces quatre derniers mois, j'ai rencontré des centaines de personnes : des apolitiques, des engagés, des gauchos, des fachos. J'ai surtout rencontré l'intelligence collective. Chacun a partagé son vécu, ses revendications.

Jusque-là tout va bien... Le discours est bon, le constat aussi.

Mais ensuite ça se gâte : la solution ? Changer la Constitution. Comme si c'était la Constitution qui était responsable de ce que nous vivons ! Aucun des pays d'Europe de l'Ouest n'a notre Constitution pourtant partout c'est le bordel, partout des Macron et des Merkel jouent main dans la main avec Juncker pour nous remplacer par des travailleurs détachés et des immigrés pour nous faire travailler plus en gagnant moins... Bref, un homme intelligent et lucide qui s'est fait embarquer dans un objectif stérile. Affligeant.

Chacun est arrivé au constat que notre vieille Constitution

de 1958 était vraiment périmée. La verticalité, c'est terminé. À Commercy, à Saint-Nazaire, partout, nous sommes en train de créer les conditions d'une nouvelle Constitution. La lutte est une expérience inimaginable. Ces images vont me rester à vie. L'envie que ça bouge aussi. »

Thérèse Bénétreau, 62 ans, retraitée de l'agriculture bio (la montagne limousine – 19, 23, 87)



Thérèse Bénétreau © Pierre-Yves Bulteau

« C'est la question écologique qui m'a fait rejoindre le mouvement. Et ce, dès le 17 novembre. Deux raisons à cela. D'une, je trouvais complètement incongru de justifier la hausse du gazole au prétexte de la lutte contre la pollution alors qu'on sait bien que seuls 17 % de cette augmentation allaient y être dévolus. Deux, je connais beaucoup d'agriculteurs qui ne s'en sortent plus. Notamment en bio.

Jusqu'à l'âge de 53 ans, j'étais comptable. J'en avais marre d'être enfermée dans un bureau et cela faisait longtemps que j'avais envie de devenir paysanne bio. Je me suis donc inscrite en formation BPREA grâce à mon Fongécif. Après neuf mois d'études et un stage de 3 mois, j'ai pu m'installer à mon compte à Eymoutiers, dans un verger de 70 arbres fruitiers. C'est à cette occasion que j'ai rencontré des woofers qui m'ont raconté leur précarité ([NDLR je découvre ce mot que j'ignorais, le woofers, si j'en crois Internet est le travailleur bénévole qui va de ferme en ferme donner un coup de main en échange du logement et de la nourriture](#)). Certains

d'entre eux m'ont dit vouloir s'installer. Mais, pour cela, il faut des aides ou, comme moi, un ancien patron compréhensif et de l'argent de côté...

Ben oui, la plupart des travailleurs indépendants veulent s'installer, qu'ils soient plombiers, bergers, musiciens ou coiffeurs... Mais la plupart d'entre eux bossent, comme Thérèse, dans un boulot alimentaire, comme salarié, afin de mettre de côté ce qu'il faut pour cela, ils ne demandent pas à être à la charge de l'Etat en attendant des aides...

[...]

Benoît Le Cam, 47 ans, soudeur (Chartres – 28)



Benoît Le Cam © Pierre-Yves Bulteau

« Je ne travaille plus depuis deux mois. Non pas que j'ai des problèmes pour trouver des postes en soudure. Non. En fait, depuis deux mois, je n'arrivais plus à cumuler mon boulot avec mon investissement auprès des gilets jaunes de la région Centre-Val-de-Loire. Du coup, alors que les copains se battent pour un meilleur pouvoir d'achat, moi, j'ai fait le choix de perdre 1 300 euros ! Aujourd'hui, il me reste 600 euros par mois, pour vivre. Mais, ça vaut vraiment le coup.

Je ne mets pas en doute sa découverte de la "vraie vie". Mais est-il raisonnable de donner en exemple quelqu'un qui choisit

de vivre avec 600 euros mensuels et s'en satisfait ? Comment Macron pourrait-il ne pas ricaner et dire "vous voyez bien, vous n'avez pas besoin d'augmentation, je peux vous infliger encore moult taxes et impôts, j'ai de la marge".

Si je n'avais pas fait ce choix, jamais je n'aurais pu assister à l'atelier sur les "doléances citoyennes" animé par les gilets jaunes de Carcassonne. Pendant des semaines, ils ont demandé aux personnes rencontrées quelles étaient leurs revendications. À l'occasion de cette deuxième assemblée, ils nous en ont présenté la synthèse. Il en ressort qu'à près de 90 %, ces revendications citoyennes rejoignent celles portées par les gilets jaunes en matière de justice sociale et fiscale, en matière de démocratie directe aussi.

90% des revendications des 1% de Français qui se sont déplacés et qui ont participé au Grand Débat, ça ne suffit pas pour en tirer des conséquences tirées par les cheveux.

Notre mouvement a commencé comme une histoire d'amour, par un coup de foudre. Nous sommes des milliers de citoyens à nous être retrouvés sur un même constat de ras-le-bol fiscal et démocratique. On n'y a pas échappé. Les mois passant, les tensions et les désaccords se sont fait jour. Un deuxième temps fort comme celui que nous vivons, ce week-end, à Saint-Nazaire est donc nécessaire. Aujourd'hui, nous devons passer de l'état révolutionnaire à celui d'État évolutionnaire. Pas une mince affaire.

Car notre révolution n'a pas pour objectif le chaos, mais bien la construction d'un nouveau modèle de société. Or pour lutter et, surtout, pour gagner, il faut accepter de quitter un fonctionnement qui nous est familier. Même si celui-ci nous exploite et nous détruit. Les gens ont peur et je les comprends. Mais c'est par l'intelligence collective, tous ensemble, ici et maintenant, que nous pourrons dépasser ces appréhensions pour créer quelque chose de plus grand, de plus juste et de plus égalitaire. »

Encore un mélenchonien, avide de transformer la France en Vénézuéla ou en Brésil de Lula...

Conclusion

7 interviewés. Seuls 2 abordent le problème initial des GJ, les taxes ; pas un -surtout pas- n'évoque les problèmes de civilisation, d'UE, d'immigration, d'islamisation, de liberté d'expression qui sont pourtant, si on en croit les plateaux télévisés, ce qui passionne le plus les Français en ce moment, et qui motivaient les GJ dès novembre 2018, avant que les gauchos n'imposent leur présence et leurs thèses aux GJ patriotes qui, trop bien élevés, ont refusé de défendre ce qui leur tenait à coeur. Hélas.

Voir en complément sur BD Voltaire : les GJ à Saint-Nazaire, vers la gauchisation définitive du mouvement

Le jour de l'acte XXI qui, selon les chiffres du gouvernement, marquait la plus faible mobilisation du mouvement, des délégations de 235 groupes de gilets jaunes se réunissaient à Saint-Nazaire. Ils étaient donc 700 représentants à être venus débattre. Et Le Monde rendait compte de cette « professionnalisation » du mouvement en ces termes :

« L'organisation nazairienne aux faux airs de festival altermondialiste soulignait ce changement d'envergure : badges de couleurs pour différencier les statuts des participants – vérifiés à l'entrée –, tente pour les nombreux médias "accrédités" avec des "points presse", trois cantines extérieures pour contenter végétaliens et carnivores, et même un "off" pour les citoyens et les "gilets jaunes" n'ayant pas pu rentrer. »

À regarder les images, les thématiques débattues, l'ambiance, on a plutôt l'impression que l'altermondialisme et le gauchisme ont bien récupéré le mouvement, ou tout au moins cette partie du mouvement.

Un mouvement populaire (dans tous les sens du terme) sans chef et sans ligne, ça attire forcément les chefs et les lignes sans peuple. Et ils sont nombreux : anticapitalistes de toutes obédiences, unissez-vous pour récupérer !

Aline Leclerc, l'envoyée spéciale du Monde, a bien noté ce glissement : « C'est que la lutte a aussi changé d'échelle : partie d'un combat contre les hausses des taxes contre le carburant, ils revendiquent désormais un changement de système, et reprennent en cœur les "anti-anti-anticapitalistes" entendus dans les manifestations. Inimaginable les premiers temps. »

Et l'entrisme gauchiste ou altermondialiste se voit gros comme le nez au milieu de la figure, même si certains gilets jaunes sincères font preuve d'une naïveté remarquable :

lire la suite ici :

<https://www.bvoltaire.fr/gilets-jaunes-reunis-en-ag-a-saint-nazaire-vers-la-gauchisation-definitive-du-mouvement/>